

Appel à communication

Revue Mondes en Développement

Les politiques environnementales des villes du Sud : enjeux, stratégies et impacts

Alors que la crise climatique s'aggrave, la gouvernance mondiale connaît elle aussi une mutation profonde, afin de répondre à des enjeux environnementaux toujours plus complexes. Le 4 novembre 2016, la tour Eiffel s'illumina de vert pour marquer l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, traité juridiquement contraignant adopté par 196 États dans le but de contenir le réchauffement climatique en deçà de 2 °C. La même année, les Nations unies entérinaient l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD), intégrant la lutte contre le dérèglement climatique (objectif 13) dans une vision élargie du développement durable.

Depuis lors, de nombreux États-Nations ont fait de la poursuite des ODD et des transformations écologique et territoriale une composante essentielle de leur diplomatie publique, y voyant un vecteur de diffusion de valeurs pour la protection de l'environnement et la durabilité, un levier de bonne volonté internationale, ainsi qu'un moyen de l'amélioration de leur image et réputation internationales (Song, 2025). L'expression *diplomatie environnementale* est désormais inscrite dans les politiques étrangères de divers gouvernements. Considérée comme un pilier stratégique de la diplomatie publique étatique, la diplomatie environnementale aspire à incarner une autorité morale et à accroître l'influence par le biais du *soft power* (Khan & Hou, 2021). À titre d'exemple, la France a érigé la lutte contre le changement climatique en priorité diplomatique, y reconnaissant à la fois une menace existentielle et une opportunité de leadership dans l'action climatique mondiale. De même, l'Union européenne se positionne comme chef de file en la matière, s'engageant à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 et à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % à l'horizon 2030.

Par ailleurs, des puissances émergentes telles que la Chine, l'ont intégré à leur stratégie industrielle pour développer une puissance mondiale en termes d'écologie. Pékin considère le secteur des énergies renouvelables comme un levier majeur des « nouvelles forces productives de qualité » qu'elle ambitionne de promouvoir (Xinhua, 2024, §1). La Chine mobilise également des instruments de coopération internationale, notamment l'initiative des « Nouvelles routes de la soie » et le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), pour favoriser ses investissements à l'étranger dans les énergies propres et pour promouvoir l'exportation de ses technologies énergétiques innovantes. Les pays du Sud global, quant à eux, prennent part de manière active à la diplomatie environnementale à travers des alliances internationales en matière d'énergie solaire (Inde) ou de coopération pour la préservation des forêts tropicales et de la biodiversité (Brésil).

Dans ce contexte, les politiques publiques d'un gouvernement en matière environnementale sont de plus en plus perçues comme intimement liées aux enjeux d'image et d'attractivité internationales. Si l'on considère le *soft power*, au sens de Joseph Nye, comme la capacité d'un État à exercer une influence par l'attraction et la persuasion (Nye, 2021), alors la diplomatie publique « rassemble un ensemble de discours et de pratiques par lesquels les États cherchent à influencer des opinions publiques étrangères d'une manière discrète ou secrète sur des questions précises, en même temps qu'à améliorer l'image de leur État-nation sur la scène internationale, ce qui suppose de développer leurs échanges transculturels » (Huang & Arifon, 2018, p. 46). Transposé au domaine climatique et du développement durable, l'influence d'un État repose ainsi sur son engagement politique, sa capacité à assumer un rôle moteur dans les initiatives environnementales internationales, ainsi que sur la construction de récits valorisants à cet égard.

Les villes du Sud occupent une place centrale dans ce dispositif d'influence symbolique. Comme le souligne Sevin (2021), dans son analyse de la participation des villes à la transition écologique nationale, les collectivités infra-étatiques peuvent, par leurs actions, influer sur la perception de leur État d'origine. Ainsi, lorsque San Francisco adopte et promeut des politiques climatiques ambitieuses à l'échelle internationale, elle contribue à projeter l'image d'une Amérique progressiste, et ce, même lorsque l'administration fédérale se retire d'accords majeurs tels que l'Accord de Paris, comme ce fut le cas sous la première présidence de Donald Trump.

Dans de nombreux travaux consacrés au terme *city diplomacy*, les villes apparaissent non plus comme de simples exécutantes de directives nationales, mais comme de véritables partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques climatiques. Elles agissent en tant qu'acteurs de la diplomatie parallèle, capables de contourner les tensions géopolitiques et de faire avancer, par des voies parallèles, les ambitions environnementales de leur pays au sein de l'arène internationale.

De ce fait, face aux défis environnementaux croissants, les villes sont devenues des acteurs incontournables de la gouvernance mondiale du climat et du développement durable. À travers des initiatives locales et des coopérations transnationales, elles développent des stratégies diplomatiques visant à peser dans les négociations internationales et à promouvoir des solutions innovantes. Cet appel à communication vise à interroger les dynamiques et les impacts de cette diplomatie environnementale urbaine. Il s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire et encourage des contributions provenant de l'économie, de la science politique, des sciences de l'information et de la communication, de la géographie, du droit ou encore de la sociologie.

Les contributions pourront s'articuler autour des axes suivants (sans s'y limiter) :

1. *Stratégies et instruments de la diplomatie environnementale des villes du Sud* : Quels sont les outils mobilisés par les villes pour influencer l'agenda international (réseaux de villes, partenariats public-privé, accords bilatéraux et multilatéraux, etc.) ?
2. *Les villes du Sud et la gouvernance climatique internationale* : Quelle place occupent les villes du Sud dans les grandes négociations climatiques (COP, accords internationaux) ? Quels sont les freins et leviers de leur participation ?
3. *Études de cas et retours d'expérience dans les villes du Sud* : Analyses d'initiatives concrètes mises en place par des villes du Sud en matière de coopération environnementale (mobilité durable, gestion des déchets, résilience urbaine, etc.).
4. *Enjeux socio-économiques et politiques* : Comment la diplomatie environnementale des villes du Sud impacte-t-elle les politiques publiques locales et globales ? Quelles en sont les implications économiques et sociales ?

Les propositions de communication (résumé de 500 mots maximum hors bibliographie), accompagné d'une brève biographie de l'auteur sont à envoyer avant le 10 novembre 2025 à l'adresse : sylvain.zeghni@univ-eiffel.fr

Les articles retenus seront soumis à une évaluation en double aveugle et publiés dans un numéro thématique de Mondes en Développement.

Nous encourageons particulièrement les contributions issues de chercheurs du Sud global et les approches comparatives.

Calendrier prévisionnel :

- Date limite de soumission des résumés : 30 septembre 2025
- Notification aux auteurs : 15 octobre 2025
- Soumission des articles complets : 30 mars 2026
- Publication du numéro : Décembre 2026

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Sylvain Zeghni, sylvain.zeghni@univ-eiffel.fr et zhao-alexandre.huang@univ-eiffel.fr

Coordination scientifique

Nathalie Fabry, DICEN-IDF, Université Gustave Eiffel

Zhao Alexandre Huang, DICEN-IDF, Université Gustave Eiffel

Sylvain Zeghni, LVMT UMR 9404, Université Gustave Eiffel

Bibliographie

- Adamovska N.(2021), “Cities Towards Global Climate Governance: How the Practices of City Diplomacy Foster Hybrid Multilateralism” *Przeglad Strategiczny*, Issue 14, pp.365-377, DOI:[10.14746/ps.2021.1.21](https://doi.org/10.14746/ps.2021.1.21)
- Amiri, S. & Sevin, E. (2020). *City Diplomacy*. Palgrave Macmillan.
- C40 (2024), “C40-MMC Global Mayors Task Force on Climate and Migration”, <https://www.c40.org/what-we-do/raising-climate-ambition/inclusive-thriving-cities/c40-mmc-partnership-on-cities-climate-migration/>
- Fabry, N. et Zeghni S. (2023). Information durable et stratégie de décarbonation des villes européennes, Revue COSSI (12), <https://revue-cossi.numerev.com/articles/revue-12/3103-information-durable-et-strategie-de-decarbonation-des-villes-europeennes>
- Huang, Z. et Arifon, O. (2018). La diplomatie publique chinoise sur Twitter : la fabrique d'une polyphonie harmonieuse. Hermès, La Revue, 81(2), 45-53. <https://doi.org/10.3917/herm.081.0045>
- Karvounis A. M. (2024). *City Diplomacy: An Introduction*. Routledge, ISBN 9781032716336
- Kihlgren Grandi, L. (2020). Environmental City Diplomacy. In: *City Diplomacy. Cities and the Global Politics of the Environment*. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-60717-3_7
- Marchetti, R. (2021). *City Diplomacy: From City–States to Global Cities*. University of Michigan Press.
- Murthy, S. L. (2019). “States and cities as norm sustainers: A role for subnational actors in the Paris agreement on climate change.” *Virginia Environmental Law Journal*, (37)1. pp. 1-51
- Stürner-Siovitz J.(2024), “From Crisis Hotspots to Convening Powers African Cities Launch Diplomacy to Create Climate Mobility Partnerships”, Sub-Saharan Africa Center, IFRI Mémos
- UN Habitat (2022). Climate Change and City Diplomacy. Assessing the benefits of cities as primary actors in multilateral decision making. <https://www.graduateinstitute.ch/sites/internet/files/2023-03/ARP%20City%20Diplomacy%20and%20Climate%20Change%20%5BFINAL%20REPORT%5D%20%282%29%20-%20Amanda%20Claire%20Monroe.pdf>
- Van Der Pluijm R. (2007). *City Diplomacy. The expanding Role of Cities in International Politics*. The Hague, Netherlands Institute of International Relations, Clingendael, Clingendael Diplomacy Paper n°10. ISBN- 13: 978-90-5031-116-8 https://www.uclg.org/sites/default/files/20070400_cdsp_paper_pluijm.pdf

Nous espérons recevoir vos propositions et vous remercions pour votre intérêt envers cet appel à communication.

Call for papers
Mondes en Développement Revue

Environmental policies in cities in the Global South: challenges, strategies, and impacts

As the climate crisis worsens, global governance is also undergoing profound change to respond to increasingly complex environmental challenges. On 4 November 2016, the Eiffel Tower lit up in green to mark the entry into force of the Paris Agreement a legally binding treaty adopted by 196 States to keep global warming below 2°C. The same year, the United Nations endorsed the 2030 Agenda and its 17 Sustainable Development Goals (SDGs), integrating the fight against climate disruption (goal 13) into a broader vision of sustainable development.

Since then, many nation-states have made the pursuit of the SDGs and ecological and territorial transformations an essential component of their public diplomacy, seeing it as a means of spreading values for environmental protection and sustainability, a lever of international goodwill, and a means of improving their international image and reputation (Song, 2025). Environmental diplomacy is now part of the foreign policies of various governments. As a strategic pillar of state public diplomacy, environmental diplomacy aims to embody moral authority and increase influence through soft power (Khan & Hou, 2021). For example, France has elevated the fight against climate change to a diplomatic priority, recognizing it as both an existential threat and an opportunity for leadership in global climate action. Similarly, the European Union is a leader in this area, committing to achieving carbon neutrality by 2050 and reducing greenhouse gas emissions by at least 55% by 2030.

Emerging powers such as China have also integrated it into their industrial strategy to develop global power in terms of ecology. Beijing sees the renewable energy sector as a significant lever for the "new high-quality productive forces" it aims to promote (Xinhua, 2024, §1). China is also mobilizing international cooperation instruments, such as the Belt and Road Initiative and the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC), to encourage its foreign investments in clean energy and promote the export of innovative energy technologies. Global South countries, meanwhile, are actively involved in environmental diplomacy through international alliances on solar energy (India) or cooperation to preserve tropical forests and biodiversity (Brazil).

In this context, a government's environmental policies have direct international image and attractiveness issues. If soft power, in the sense of Joseph Nye, is the ability of a state to influence by attraction and persuasion (Nye, 2021), then public diplomacy is a set of discourses and practices by which states seek to influence foreign public opinion in a discreet or secretive manner.

Cities are central to this symbolic influence apparatus. As Sevin (2021) notes in his analysis of cities' role in national-level environmental transitions, sub-national governments can influence the perception of their home state through their actions. Thus, when San Francisco adopts and promotes ambitious climate policies on the international stage, it contributes to the image of a progressive America, even when the federal government is withdrawing from significant agreements such as the Paris Agreement, as was the case under the first term of Donald Trump.

City diplomacy has become a popular term in many works, and cities are no longer seen as merely implementing national directives but as genuine partners in developing and implementing climate policies. They act as actors in parallel diplomacy, able to bypass geopolitical tensions and advance their countries' environmental ambitions in the international arena through parallel channels.

As a result, in the face of growing environmental challenges, cities have become key actors in global climate governance and sustainable development. Through local initiatives and transnational cooperation, they develop diplomatic strategies to influence international negotiations and promote innovative solutions. This call for papers aims to question the dynamics and impacts of this urban environmental diplomacy. It takes a multidisciplinary perspective and encourages contributions from economics, political science, information and communication sciences, geography, law, and sociology.

Contributions may address the following themes (without being limited to them):

1. Environmental diplomacy strategies and tools of cities in the Global South: What tools do cities use to influence the international agenda (city networks, public-private partnerships, bilateral and multilateral agreements, etc.)?
2. Cities in the Global South and international climate governance: What is the role of cities in the Global South in the major climate negotiations (COP, international agreements)? What are the barriers and levers to their participation?
3. Case studies and lessons learned in cities of the Global South: Analysis of concrete initiatives implemented by cities in environmental cooperation (sustainable mobility, waste management, urban resilience, etc.).
4. Socio-economic and political issues: How does city of the Global South environmental diplomacy affect local and global public policies? What are the economic and social implications?

Paper proposals in English or French (abstract of 500 words maximum, references excluded), accompanied by a brief biography of the author should be sent by November 10, 2025 to sylvain.zeghni@univ-eiffel.fr and zhao-alexandre.huang@univ-eiffel.fr

Selected papers will undergo a double-blind evaluation and will be published in a thematic issue of *Mondes en Développement*.

Provisional timetable:

- Abstract submission deadline: November 10, 2025
- Notification to authors: December 1, 2025
- Submission of full papers: March 30, 2026
- Publication of issue: December 2026

Scientific coordination:

Nathalie Fabry, DICEN-IDF, Université Gustave Eiffel

Zhao Alexandre Huang, DICEN-IDF, Université Gustave Eiffel

Sylvain Zeghni, LVMT UMR 9404, Université Gustave Eiffel

References

- Adamovska N.(2021), “Cities Towards Global Climate Governance: How the Practices of City Diplomacy Foster Hybrid Multilateralism” *Przegląd Strategiczny*, Issue 14, pp.365-377, DOI:[10.14746/ps.2021.1.21](https://doi.org/10.14746/ps.2021.1.21)
- Amiri, S. & Sevin, E. (2020). *City Diplomacy*. Palgrave Macmillan.
- C40 (2024), “C40-MMC Global Mayors Task Force on Climate and Migration”, <https://www.c40.org/what-we-do/raising-climate-ambition/inclusive-thriving-cities/c40-mmc-partnership-on-cities-climate-migration/>

- Fabry, N. et Zeghni S. (2023). Information durable et stratégie de décarbonation des villes européennes, Revue COSSI (12), <https://revue-cossi.numerev.com/articles/revue-12/3103-information-durable-et-strategie-de-decarbonation-des-villes-europeennes>
- Huang, Z. et Arifon, O. (2018). La diplomatie publique chinoise sur Twitter : la fabrique d'une polyphonie harmonieuse. Hermès, La Revue, 81(2), 45-53. <https://doi.org/10.3917/herm.081.0045>
- Karvounis A. M. (2024). City Diplomacy: An Introduction. Routledge, ISBN 9781032716336
- Kihlgren Grandi, L. (2020). Environmental City Diplomacy. In: City Diplomacy. Cities and the Global Politics of the Environment. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-60717-3_7
- Marchetti, R. (2021). *City Diplomacy: From City–States to Global Cities*. University of Michigan Press.
- Murthy, S. L. (2019). “States and cities as norm sustainers: A role for subnational actors in the Paris agreement on climate change.” *Virginia Environmental Law Journal*, (37)1. pp. 1-51
- Stürner-Siovitz J.(2024), “From Crisis Hotspots to Convening Powers African Cities Launch Diplomacy to Create Climate Mobility Partnerships”, Sub-Saharan Africa Center, IFRI Mémos
- UN Habitat (2022). Climate Change and City Diplomacy. Assessing the benefits of cities as primary actors in multilateral decision making. <https://www.graduateinstitute.ch/sites/internet/files/2023-03/ARP%20City%20Diplomacy%20and%20Climate%20Change%20%5BFINAL%20REPORT%5D%20%282%29%20-%20Amanda%20Claire%20Monroe.pdf>
- Van Der Pluijm R. (2007). City Diplomacy. The expanding Role of Cities in International Politics. The Hague, Netherlands Institute of International Relations, Clingendael, Clingendael Diplomacy Paper n°10. ISBN- 13: 978-90-5031-116-8 https://www.uclg.org/sites/default/files/20070400_cdsp_paper_pluijm.pdf